



Recherche un(e) coordinateur/trice juridique pour son service « Asile et Lieux privatifs de liberté en France »

CDD Temps complet Remplacement congé maternité

L'ACAT-France (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture), est une ONG de défense des droits de l'homme qui milite pour l'abolition de la torture et de la peine de mort et pour la protection des victimes partout dans le monde. Créée en 1974, elle a été reconnue d'utilité publique en 1992 et compte aujourd'hui 35 000 membres. Elle est membre de la Fédération internationale des ACAT (FIACAT) qui regroupe 30 ACAT dans le monde et dispose d'un statut consultatif auprès des Nations unies et du Conseil de l'Europe.

En France, l'ACAT agit pour la défense du droit d'asile en accompagnant juridiquement les demandeurs d'asile. Beaucoup ont été victimes de torture. L'ACAT fournit une aide juridique à toutes les étapes de leur demande depuis leur admission au séjour jusqu'au rapprochement avec leur famille. Elle utilise le réseau international des ACAT et son expertise pour soutenir les demandeurs.

L'ACAT-France exerce également une vigilance active sur les lieux d'enfermement en France et assiste les victimes de mauvais traitements dans les lieux d'enfermement (établissements pénitentiaire, locaux de garde à vue, lieux de rétention des étrangers etc.).

Elle mène sur ces deux thématiques (asile et lieux privatifs de liberté en France) des actions et campagnes.

Sous la responsabilité de la personne en charge des programmes France (Asile et Lieux privatifs de liberté), le (la) coordinateur/trice juridique assurera les fonctions suivantes :

- Coordination de la permanence juridique Asile (gestion et évaluation des demandes, planification, lien avec les bénévoles, etc.) ;
- Assistance juridique des demandeurs d'asile et réfugiés (entretien, conseil et soutien dans leurs démarches auprès des préfectures, de l'OFPRA, de la Cour nationale du droit d'asile, des consulats ; rédaction du récit de demande d'asile et des différents recours ; soutien actif à la recherche de « preuves », relectures) ;
- Soutien dans les relations avec des Collectifs et partenaires de l'ACAT-France (Groupe asile en Ile-de-France, ANAFE, Coordination Française pour le Droit d'Asile, Commission nationale consultative des droits de l'homme, Observatoire de l'enfermement des étrangers etc.) ;
- Rédaction d'articles pour différentes publications de l'ACAT (*Courrier de l'ACAT*, *Recueil de réfugiés*, etc.) ;
- Animation des réseaux adhérents « Asile » et « Vigilance » (rédaction des Bulletins d'Information, suivi des parrainages, etc.) ;

Profil:

- Formation juridique (droit des étrangers, droit d'asile, contentieux administratif ou droit pénal) ;
- Un an d'expérience minimum à un poste similaire ;
- Dynamisme, autonomie, réactivité, très bonnes capacités rédactionnelles et relationnelles ;
- Bonne maîtrise (oral & écrit) de l'anglais.

Conditions :

Contrat à durée déterminée (jusqu'au 31 décembre 2012 minimum) en remplacement de congé maternité.

Poste à pourvoir au **16 juillet 2012**

Rémunération : 2150 euros bruts / mois

Adresser votre CV et lettre de motivation **avant le 24 mai 2012** inclus à Florence Boreil, responsable programmes France florence.boreil@acatfrance.fr

Lieu de travail

7 rue Georges Lardennois 75019 Paris